

*L'Adresse—M. Gillies*

Aucun observateur sérieux des problèmes économiques ne croit un instant aux genres de choses que nous a déclarées hier après-midi le premier ministre—à savoir qu'il suffit de penser que les choses vont aller mieux pour qu'elles aillent effectivement mieux. Ce n'est tout simplement pas vrai; cela n'a jamais été vrai et ne le sera jamais. La théorie psychologique de l'économie que nous sert actuellement le premier ministre va se solder assurément par un échec.

Le premier ministre déclare aux Canadiens qu'ils devraient travailler plus fort et se contenter de moins. Pendant 200 ans, monsieur l'Orateur, il a été admis que les revenus devraient être proportionnels au travail. D'après lui, les Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens. Qu'est-ce que cela signifie, monsieur l'Orateur? Comment fait-on pour vivre au-dessus de ses moyens? Personne ne peut vivre au-dessus de ses moyens, car à un certain moment son crédit n'est plus bon. Même un gouvernement provincial—à qui le gouvernement actuel attribue nos problèmes économiques—ne peut vivre au-delà de ses moyens car un beau matin il doit rembourser ses dettes.

Le seul organisme qui puisse se permettre de vivre au-delà de ses moyens, c'est le gouvernement fédéral. Il le peut, car c'est lui qui imprime l'argent. Il est faux de prétendre, comme on l'a fait, que l'inflation est le fait de travailleurs trop exigeants, de syndicats revendicateurs et d'entreprises gourmandes. La plus grande cause de l'inflation, c'est que nous avons un gouvernement prodigue, un gouvernement irresponsable qui ne s'est jamais senti obligé d'accorder ses programmes de dépenses à la capacité de production du pays. Personne d'autre que le gouvernement fédéral n'est à l'origine du problème qui se pose aujourd'hui. Quand on constate que le déficit budgétaire atteint 8 milliards et que le taux du chômage est de 8 p. 100, on imagine lord Keynes se retournant dans sa tombe.

Comment peut-on prendre un gouvernement au sérieux alors qu'il n'exige aucune garantie pour l'argent qu'il imprime? Il y a deux mille ans, Démosthène a dit que la démocratie ne survivrait jamais parce qu'en démocratie, le peuple élit ceux qui lui promettent le plus. Et dès que l'on se montre trop généreux, le pays va à la faillite et la catastrophe. L'essence même d'un régime démocratique, efficace et fonctionnel, c'est la responsabilité du gouvernement. Il est regrettable de constater que le gouvernement actuel qui est au pouvoir depuis dix ans n'assume pas ses responsabilités.

Le ministre des Finances avait raison de dire hier soir qu'il ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre. C'est évident, avec un déficit de 8 milliards qui tire sur les 10 milliards, et un taux de chômage de 8 p. 100. S'il pense poursuivre la politique budgétaire de ses deux prédécesseurs, il court au désastre.

Le précédent ministre des Finances a présenté un budget le printemps dernier. Il était absolument vide. Qu'importe ce que le nouveau ministre des Finances a pu dire hier soir, si c'est là l'orientation qu'il entend donner à la politique économique.

Il faut voir où sont nos problèmes. Il y a la détérioration de notre balance des paiements accompagnée de la chute du dollar et l'énorme réduction du taux d'échange, ce qui accélère l'inflation. L'inflation accélérée engendre l'incertitude et décourage les investissements. L'absence d'investissement freine l'emploi. Que faut-il faire pour sortir de l'impasse? Ce n'est pas en bricolant avec 150 millions de création d'emplois pour cet hiver qu'on règlera nos problèmes les plus graves.

[M. Gillies.]

Je suis certes d'accord que, dans ce grand pays qui est le nôtre, personne ne doit avoir faim ou être mal logé, mais, pour régler nos problèmes, il faut une conception tout à fait nouvelle du budget. Il faut que le gouvernement se tourne vers les industries qui font la force du pays: la pêche, l'exploitation minière, les pâtes et papiers, et il faut qu'il trouve le moyen de les rendre de nouveau compétitives, pour que nous puissions recommencer à exporter. Il faut qu'il réunisse les représentants de tous ces secteurs, qu'il leur demande ce qu'ils veulent, et qu'il agisse en conséquence.

Notre industrie de la pêche est une des plus belles du monde et je dirai même que nos pêcheurs figurent parmi les plus productifs du monde. Le député de South Shore (M. Crouse) a prononcé un beau discours au sujet de cette industrie l'autre jour. Comment se peut-il qu'on adopte la limite des 200 milles mais qu'on n'ait pas de plan pour établir l'industrie moderne de la pêche qu'il faudrait pour donner du travail aux provinces atlantiques?

Comment se fait-il que l'industrie minière n'a mis qu'une seule mine importante en exploitation depuis cinq ans? Comment se fait-il qu'un pays qui a les plus grandes ressources minières du monde importe deux fois plus de matériel d'exploitation minière qu'il n'en exporte?

● (1632)

Comment est-il possible que nous soyons un exportateur net de matériel de fabrication de pâte à papier? Que s'est-il passé? Pourquoi notre pays est-il totalement dépourvu de stratégie industrielle? Si nous voulons remettre la machine sur ses rails, il faut s'intéresser aux industries où nous sommes en position concurrentielle avantageuse.

On nous a rebattu les oreilles des problèmes que disent affronter les industries de fabrication au Canada. On dit que les marchés seraient trop restreints, les distances trop grandes et la productivité insuffisante. En réalité, nous avons de vastes marchés comme celui des pièces d'automobiles et la productivité au Canada est égale ou supérieure à ce qu'elle est dans le reste du monde. En agriculture, aucun pays du monde ne surpasse le Canada en ce qui concerne l'augmentation de la productivité.

Malheureusement, le gouvernement n'a pas créé le climat susceptible d'encourager les investissements, l'ardeur au travail et de stimuler les travailleurs pour qu'ils atteignent la plus grande productivité possible.

La situation la plus consternante que nous devons affronter du fait de l'incurie de notre gouvernement est sans doute celle de notre politique énergétique. Je trouve incompréhensible, et je suis sûr qu'il en est de même pour les autres députés, que le gouvernement continue à parler d'une stratégie d'autarcie, alors que dans les années 1980 nous allons importer de l'énergie, notamment du pétrole, pour répondre à nos besoins intérieurs. Le Canada possède dans les sables bitumineux les réserves connues de pétrole les plus importantes du monde. Ces réserves sont plus importantes que celles du Moyen-Orient. Pourtant, aucun programme d'urgence n'a été adopté pour exploiter ce pétrole. Si nous devons dépendre des importations de pétrole, comme le gouvernement semble l'espérer, les conséquences pour notre pays seront néfastes.